

CONTRAT DE SÉCURITÉ

Entre

La commune de Sisteron (04) représentée par son Maire, Monsieur Daniel Spagnou, habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération n°SG-2022-06- du conseil municipal du 22 juin 2022,

Ci-après désignée « la collectivité » ;

D'une part,

Et

L'État représenté par Madame la Préfète des Alpes-de-Haute-Provence et par le commandant de groupement de gendarmerie départementale des Alpes-de-Haute-Provence ;

Ci-après désigné « l'État » ;

D'autre part,

Après avis de Monsieur le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Digne-les-Bains ;

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Contexte

La commune de Sisteron est située dans le Val de Durance et s'étend sur 560 km². Elle est desservie par trois axes routiers principaux, l'autoroute A 51 et les départementales D 4075 (Sisteron – Laragne Montéglin) et D 4085 (Gap - Digne-les-Bains). Sisteron est desservie par le réseau ferré régional mais aussi par les lignes ZOU. Cette commune qui compte 7579 habitants (recensement de 2018) connaît une légère croissance démographique.

Si un tiers de la population sisteronaise a moins de 30 ans, un tiers a également plus de 60 ans. Le taux de chômage y est par ailleurs supérieur à 11 % et le taux d'habitat social est d'environ 16 %. Différents établissements scolaires sont présents (5 écoles, 1 collège et un lycée). L'activité économique et commerciale est scindée en deux pôles : le centre-ville et la zone nord.

Les commerces et restaurants sont nombreux et la période estivale attire de nombreux touristes en raison des différents sites et événements notables (Citadelle, Rocher de la Baume, Nuits de la citadelle...).

A noter également l'existence d'une aire d'accueil des gens du voyage située sur le plateau du Soleilhet.

Les problématiques sécuritaires sont donc *de facto* diverses et peuvent être le fait de la population locale mais aussi liées à une délinquance passagère. On constate cependant, sur les cinq dernières années, une baisse globale des atteintes aux biens et une augmentation des atteintes aux personnes. Ces chiffres sont à relativiser du fait de l'épidémie de la COVID 19.

Alors que la commune de Sisteron a toujours fait preuve d'un grand dynamisme en matière de sécurité, en témoignent la présence tricentenaire de la brigade de gendarmerie ou la mise en place très précoce d'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), celle-ci, l'Etat, ainsi que l'ensemble des partenaires du continuum de sécurité, au premier rang desquels la police municipale, se mobilisent conjointement pour garantir la sécurité et la tranquillité de la population de la commune. Les acteurs de la politique de sécurité, chacun dans leur champ de compétence respectif, mettent en œuvre des moyens adaptés pour faire face aux enjeux de sécurité.

Les parties souhaitent par le présent contrat de sécurité, renforcer davantage cette priorité de l'action publique, par des engagements réciproques permettant d'accentuer la sécurité et la protection du territoire.

1. Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet d'acter l'engagement de la collectivité contractante et de l'État dans le programme « Petites Villes de Demain ».

Il vise particulièrement à :

- préciser les engagements réciproques des parties ;
- définir le fonctionnement général du contrat.

Le programme s'engage dès la signature du contrat.

2. Une offre de protection sur mesure

Au regard du diagnostic effectué, la gendarmerie décline localement une offre de protection et de sécurité adaptée au territoire, incluant l'engagement de moyens et la mise en œuvre d'actions.

Prévention

- Engagement des référents sûreté pour le développement de la vidéoprotection et la réalisation d'audits d'établissements publics ou privés (conseils auprès de la commune, des commerçants...) ;
- Actions de prévention au profit des publics vulnérables (femmes, seniors, personnes atteintes d'un handicap, mineurs) :
 - * dans les domaines des violences intrafamiliales : interventions de la maison de protection des familles (MPF), des référents violences intrafamiliales de la brigade et de l'intervenante sociale gendarmerie ;
 - * dans les domaines des escroqueries et des cyber-menaces : présentation des permis internet par les référents scolaires aux élèves des écoles primaires de la commune, intervention des référents Nouvelles Technologies ;
- Dispositifs à destination des élus : intervention des négociateurs pour la gestion des incivilités, intervention des référents « Nouvelles Technologies » pour sensibiliser les élus au risque Cyber, prise de plaintes dans la mairie via les ordinateurs portables UBIQUITY ;
- Redynamisation, en coopération étroite avec la commune, des dispositifs de participation citoyenne pour une meilleure coproduction de sécurité ;

Contact

- ✓ Mise en place de patrouilles pédestres ou cyclistes dédiées au contact avec la population ou des populations ciblées (commerçants du centre-ville, commerçants de la SEM (Société d'économie mixte de Sisteron regroupant les commerçants de la zone nord), seniors, élèves des établissements scolaires, occupants de l'aire d'accueil des gens du voyage...);
- ✓ Solutions d'accueil en mobilité (prise de plaintes via les ordinateurs portables UBIQUITY) pour les personnes ne pouvant se déplacer, notamment les seniors ;

Partenariat

→ Coproduction de sécurité avec la police municipale :

Mise à jour et suivi régulier de l'exécution de la convention signée entre la police municipale sisteronaise et la gendarmerie : patrouilles communes, opérations conjointes, échange de renseignements.

Réunion mensuelle entre le commandant de la communauté de brigades, la police municipale et l' élu délégué à la sécurité publique.

Redevabilité

- ✓ Dispositif de consultation et d'amélioration du service (DCAS) envers la population et les élus : associer la population et l'équipe municipale à la coproduction de sécurité en organisant des réunions publiques régulières (comités de quartiers, réunions semestrielles avec les élus) pour prendre en compte les attentes de chacun et rendre compte des actions engagées.

Protection

- ✓ Opérations tranquillité vacances / seniors / juniors / entreprises et commerces ;
- ✓ Occupation de la voie publique renforcée (patrouilles pédestres, VTT...);
- ✓ Sécurisation des réseaux de transports collectifs et individuels, y compris au travers du partenariat avec la SNCF se traduisant par une présence accrue en gare de Sisteron ;
- ✓ Sécurisation régulière de lieux ou d'événements ciblés (marchés, commerces, festivités notamment estivales, offices religieux...);
- ✓ Adaptation des modalités de protection des élus et des professions menacées : sensibilisation régulière sur les avantages de l'inscription SIP (Sécurisation des interventions et demandes particulières de protection).

Intervention

Disponibilité des moyens de la gendarmerie nationale pouvant intervenir dans la commune :

- ✓ appui judiciaire (Brigade de recherches de Digne-les-Bains) – 30 min
- ✓ unité d'intervention (PSIG SABRE Château-Arnoux-Saint-Auban) - 15 min
- ✓ équipe cynophile de Digne-les-Bains : stupéfiants, défense, piste, explosifs – 30 min
- ✓ section aérienne gendarmerie de Digne-les-Bains – 10min

- ✓ Action de prévention par la gendarmerie dans les secteurs ciblés : secteurs commerçants du centre-ville et de la zone nord, entrées et sorties des établissements scolaires, cité Beaulieu.

- ✓ Mise en œuvre du dispositif d'information Intra-muros en coopération avec la commune.

Lutte contre les incivilités

- Action de prévention envers la population ;
- Coordination de l'action avec la police municipale (stationnement irrégulier, dépôt sauvage de déchets...) ;
- Prise en compte judiciaire des dépôts sauvages des déchets ;
- Identification des établissements pouvant porter atteinte à la tranquillité publique et mise en œuvre d'actions de contrôles et de sanctions administratives et judiciaires adaptées (dans le cadre d'un CODAF par exemple) en lien avec la préfecture, le parquet et la commune ;

3. Une collectivité qui s'engage

La collectivité territoriale contractante s'engage à soutenir l'action de l'État en intégrant notamment les enjeux de sécurité dans les domaines qui lui sont propres.

- Intégration par la collectivité des enjeux de sécurité dans l'ensemble de ses projets d'aménagement (sécurisation du centre-ville et des mobilités en traçant une piste cyclable, infrastructures routières pour limiter la vitesse, éclairage de la voie publique dans les secteurs susceptibles d'accueillir des rassemblements nocturnes) ou d'innovation, notamment en associant la gendarmerie au diagnostic de rénovation urbaine.

- Mise à disposition de locaux, dans le cadre d'actions menées « hors les murs », comme certaines réunions par exemple.

- Interopérabilité accrue entre le centre de surveillance urbaine (CSU) et la gendarmerie passant notamment par la finalisation et la réalisation du projet de dépôt d'image du

CSU vers le centre d'opérations et de renseignement de la gendarmerie à Digne-les-Bains.

- Mise à disposition de 3 radios par la police municipale aux militaires de la gendarmerie pour un réseau radio commun et donc une plus grande interopérabilité opérationnelle entre les deux unités.
- Favoriser l'intégration des familles des militaires de la gendarmerie au sein de la commune : déploiement par la commune de ses meilleurs efforts pour concrétiser le projet de construction d'une nouvelle brigade, information auprès des conjoints des besoins et possibilités de recrutement dans la commune, information sur les services et activités mis à la disposition des familles, inscriptions dans les garderies, écoles, clubs.

4. Comité de pilotage

Chaque partie contractante désignera un représentant d'un niveau correspondant à l'assiette territoriale concernée et au champ des objectifs retenus.

Le comité de pilotage a pour mission de :

- Fixer les objectifs précis et quantifiables ;
- Valider les orientations ;
- Suivre la mise en œuvre du contrat.

Ce comité est présidé par le maire de Sisteron. Il se réunit annuellement. Par ailleurs, ses membres sont en contact permanent afin de garantir la bonne dynamique de la convention.

La gendarmerie est représentée par le commandant de compagnie ou le commandement de l'unité élémentaire territorialement compétente.

5. Durée, évolution et fonctionnement général de la convention

Le présent contrat est signé pour une durée de trois ans. Les signataires se réunissent tous les ans pour dresser un bilan de la mise en œuvre.

Le présent contrat peut être dénoncé à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception par chacune des parties.

Fait à Sisteron en deux exemplaires le,

Pour la commune,

Pour l'État,